

COMMENTAIRE DE LA SOCIETE TELE2 SA DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT L'ANALYSE DES MARCHES DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL SUR LES RESEAUX MOBILES

Dans le cadre de la transposition du « paquet télécom » en droit français, l'Autorité de Régulation des Télécommunications a publié, le 16 avril 2004, son analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles, en soumettant ce document à consultation publique jusqu'au 28 mai 2004.

La société Tele2 France SA (ci-après « Tele2 ») tient, dans la continuité de sa réponse au questionnaire qualitatif sur les services de communications mobiles (et qui concernait pour partie ce marché de gros), à apporter à l'Autorité les commentaires que ce document appelle de sa part. Dans un souci de clarté et comme l'y invite le plan des questions posées par l'ART, Tele2 développera point par point ses commentaires.

Enfin, dans la mesure où son activité se limite, pour l'heure, à la fourniture de services de communications électroniques sur le territoire métropolitain, ses commentaires ne porteront que sur les marchés pertinents géographiquement limités à ce territoire, et, par conséquent, sur les opérateurs dominants sur ces marchés, ainsi que sur les obligations *ex ante* devant leur être imposées.

1. Commentaires généraux : « l'orientation vers les coûts est une obligation indispensable que l'ART doit imposer dès que possible aux opérateurs mobiles, dans la transparence »

Q1.1 Avez-vous des commentaires généraux sur le document ?

D'une manière générale, **la société Tele2 se félicite de la qualité de la démarche** mise en œuvre par l'ART. Selon Tele2, cette procédure d'analyse devrait permettre d'imposer au plus vite aux opérateurs dominants les mesures *ex ante* nécessaires pour tendre vers une situation réellement concurrentielle sur les marchés pertinents considérés. Cette situation devrait, ainsi, mettre fin aux discriminations flagrantes dont faisaient (et font toujours) l'objet les opérateurs de téléphonie fixe et qui pénalisent tout particulièrement ceux qui, comme Tele2 en France, n'appartiennent pas à un groupe de sociétés comprenant également un opérateur mobile. Bien évidemment, cette pénalisation des opérateurs de téléphonie fixe est notoirement défavorable aux consommateurs.

Tele2 partage, pour l'essentiel, l'analyse réalisée par l'ART s'agissant des marchés pertinents concernés et de la position monopolistique détenue par chacun des opérateurs mobiles sur ces marchés. Cependant, **les obligations** que l'ART entend, à ce stade, leur imposer et, en particulier, les modalités selon lesquelles s'appliquera l'orientation

vers les coûts de leurs charges de terminaison d'appels, **paraissent insuffisantes** à Tele2 pour permettre de tendre vers les objectifs fixés par l'article 8 de la directive cadre¹.

En effet, **le mécanisme de price-cap qui a été mis en œuvre entre 2002-2004 n'a, pour Tele2, pas permis d'atteindre ces objectifs ; aussi Tele2 considère inopportun de le reconduire dans une forme à peine améliorée.** Par ailleurs, Tele2 déplore une certaine absence de transparence dans les obligations envisagées par l'ART. Ainsi, les problèmes majeurs de substitution entre services fixes et mobiles sont à peine évoqués, et il existe un véritable flou dans les calendriers de baisses des prix, ainsi que dans le niveau de la baisse des prix elle-même, laissés dans une grande part à l'appréciation des opérateurs mobiles... Ces éléments, alliés avec la discrimination appelée « bill and keep » (qui semble d'ailleurs exonérer ces trafics de la déclaration de la TVA) ont généré des conséquences catastrophiques sur les opérateurs fixes, qui voient indûment leur trafic et la pénétration de l'abonnement fixe diminuer en France.

S'agissant de cette **absence de transparence**, celle-ci se matérialise également à travers un manque d'information sur les éléments chiffrés et sur les méthodes comptables utilisés par l'ART pour l'appréciation du niveau des charges de terminaison d'appels des opérateurs de téléphonie mobile par rapport à leurs coûts. Plus précisément, Tele2 souligne que les opérateurs fixes n'ont pas toujours mesuré les mêmes diminutions des prix de terminaison d'appel sur leurs réseaux que celles annoncées par l'ART à une date donnée. Ces problèmes se répercutent directement sur le niveau des tarifs de détail. Des problèmes de discrimination peuvent donc se poser et devraient être examinés dans le cadre du Comité de l'Interconnexion, avec l'ensemble du secteur fixe et mobile.

A supposer qu'un mécanisme de price cap soit reconduit par l'ART, ce que Tele2 estimerait parfaitement inapproprié (cf. sa réponse à la question n°5.2.6), il semblerait alors indispensable que **les dates de baisse des tarifs de terminaison d'appel soient déterminées de façon précise au 1er janvier de chaque année, et que les opérateurs fixes soient informés avec un préavis suffisant du niveau de ces baisses.** L'adoption de telles modalités rendrait ainsi possible les mesures de baisse des prix, ainsi que la fixation de tarifs de détail appropriés. Tele2 souligne que le prix moyen sur une année donnée est une mesure trop floue pour permettre de vérifier si ces baisses sont effectives et de prévoir des baisses de prix de détail. Tele2 considère que le travail effectué par l'ART avec l'ensemble du secteur sur le Catalogue d'Interconnexion de France Telecom permettait davantage d'anticiper (et était davantage incontestable) que celui réalisé jusqu'à présent avec les opérateurs mobiles.

D'ailleurs, Tele2 relève que cette exigence de transparence est prévue par les directives elles-mêmes, puisque l'article 4 de la directive cadre précitée précise que « *Les Etats membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales exercent leurs pouvoirs de manière impartiale et transparente* ». Plus encore, l'article 5 de cette même directive dispose également que « *Les Etats membres veillent à ce que les autorités réglementaires nationales, agissant conformément à la réglementation nationale relative à l'accès public à l'information et dans le respect de la réglementation communautaire et nationale en matière de secret des affaires, publient les informations susceptibles de contribuer à l'instauration d'un marché ouvert et concurrentiel* ».

¹ Directive 2002/21/CE en date du 7 mars 2002.

Or, les informations permettant de déterminer les coûts effectivement supportés par chacun des opérateurs mobiles pour assurer les prestations de terminaison d'appel sur leur réseau sont bien évidemment capitales pour l'instauration d'un marché ouvert et concurrentiel, et devraient donc être publiées. Ces informations devraient, en effet, permettre aux opérateurs de téléphonie fixe (et pas seulement à l'Autorité) de s'assurer qu'ils ne se voient pas appliquer un prix ne respectant pas le principe d'orientation vers les coûts et que ces prix ne sont pas discriminants. Tant le droit des télécommunications que le droit de la concurrence (qui demeure applicable sur une base *ex post*) imposent en effet une **stricte orientation vers les coûts** du prix de ces prestations, et **l'absence de discrimination**.

En effet, Tele2 ne voit pas pour quelle raison les opérateurs mobiles bénéficieraient d'un **traitement de faveur par rapport à France Telecom**, dont les tarifs d'interconnexion ont été orientés vers les coûts. L'orientation vers les coûts a fait l'objet d'un travail d'ampleur de la part de l'ART, de France Telecom, et des opérateurs alternatifs, dans le cadre du Comité de l'Interconnexion. Ce travail a eu l'intérêt de rendre transparents, compréhensibles et incontestables, la méthodologie retenue par l'ART et les résultats obtenus². A l'inverse, il est inacceptable que l'évaluation des coûts de la terminaison d'appel vers les mobiles soit, quant à elle, soustraite à l'attention des opérateurs alternatifs et élaborée dans un cadre restreint et opaque n'impliquant que les opérateurs mobiles.

Cette situation serait d'autant plus déséquilibrée que France Telecom et Orange, comme SFR et Cegetel font partie des mêmes groupes ; et, plus généralement, les opérateurs mobiles sont devenus les moteurs financiers principaux des groupes qui les détiennent. La seule contestation possible ne peut donc venir que d'opérateurs (comme Tele2) qui n'ont pas d'activité mobile en France, mais qui n'en sont pas moins compétents en ce qui concerne l'analyse des coûts de ces opérateurs, par exemple au titre de leurs activités mobiles dans d'autres pays.

Tele2 ne peut donc que déplorer que l'ART n'ait pas fait le choix de détailler, dans son document d'analyse, les méthodes utilisées pour déterminer le coût des prestations de terminaison d'appels, alors même que d'autres ARN, et notamment l'OFCOM³, ont soumis à commentaires l'ensemble de ces méthodes.

Il conviendra donc que tous les opérateurs, y compris ceux qui n'ont pas d'activité mobile soient publiquement consultés lors des travaux d'évaluation des coûts des opérateurs mobiles.

Tele2 tient également à réaffirmer que **le principe d'orientation vers les coûts est fondamental** pour que la concurrence porte ses fruits au bénéfice du consommateur : seule l'orientation vers les coûts permet une allocation efficace des ressources – c'est-à-dire qu'elle n'induit ni surinvestissement, ni sous-investissement, et permet qu'*in fine*, le consommateur paye le juste prix pour les prestations qu'il achète. Tele2 en veut pour preuve que la

² Ainsi, des modèles de Coûts Moyens Incrémentaux de Long Terme (CMILT) « bottom-up » et « top-down » ont été réalisés par les opérateurs alternatifs, par l'ART et par France Telecom ; tous les opérateurs ont pu contribuer auprès de l'ART à propos des coûts des éléments de réseaux, des durées moyennes d'appel en France, des courbes de remplissage des réseaux, des coûts de maintenance, de commercialisation, du capital, etc. ; des discussions constructives ont pu avoir lieu sur les conséquences que tel ou tel choix de paramétrage aurait sur le marché (par exemple, allocation des coûts entre transmission et commutation).

³ Voir son document "Wholesale Mobile Voice Call Termination : Proposals for the identification and analysis of markets, determination of market power and setting of SMP conditions" en date du 19 décembre 2003, disponible sur son site Internet à l'adresse suivante: http://www.ofcom.org.uk/consultations/past/mobile_call_termination/mct_consultation/?a=87101

terminaison d'appel n'a manifestement encore jamais été véritablement orientée vers les coûts⁴, et que cette situation a clairement engendré des surinvestissements strictement inutiles d'un point de vue macro-économique (par exemple dans les « hérissons ») ; cette situation a aussi généré des sous-investissements dans les réseaux fixes de transmission et de commutation, concurrencés indûment par le mobile (subventionné par les charges excessives de terminaison d'appel), alors même que le coût des services mobiles est structurellement plus élevé que celui des services fixes, dont les réseaux sont bien plus largement amortis en France. Le consommateur Français paye donc actuellement beaucoup plus cher son téléphone, qu'il soit fixe ou mobile, que ce qu'il devrait.

Seule l'orientation vers les coûts permettra de réduire ces déséquilibres au bénéfice du consommateur. Retarder l'orientation vers les coûts serait laisser volontairement perdurer les inefficacités, au détriment du marché et des consommateurs.

Enfin, et conformément à la directive « cadre » précitée, les mesures d'orientation immédiate vers les coûts, de transparence, de fin des discriminations (bill and keep), et d'efficacité qui sont demandées par Tele2 sont des obligations nécessaires, proportionnées et raisonnables pour réaliser les objectifs fixés au régulateur national, notamment (§2 de l'article 8) :

- L'objectif visant à ce que les utilisateurs réalisent un bénéfice maximal en termes de choix, de prix et de qualité (2.a) ;
- L'objectif visant à ce que la concurrence ne soit pas faussée ni entravée dans le secteur des communications électroniques (2.b) ;
- Les objectifs encourageant des investissements efficaces en matière d'infrastructures et d'innovations, et l'utilisation efficaces des ressources rares (fréquences, numérotation) (2.c et 2.d) ;
- L'objectif d'encourager la mise en place et le développement de réseaux, l'interopérabilité des services et la connectivité de bout en bout (3.b) ;
- L'objectif de veiller à l'absence de discriminations (3.c).

Les différents commentaires de Tele2 sont détaillés ci-dessous.

⁴ L'ART indique notamment p.30 de sa consultation que les « forfaits peuvent être, début 2004, inférieurs à 9c€/mn [...] quand le prix moyen de détail est de 21c€/mn et le prix moyen de terminaison d'appel en 2003 supérieur à 17c€/mn » : ceci implique donc soit qu'il y a vente à perte, soit que le coût de terminaison d'appel est en fait inférieur à 9c€/mn.

2 Commentaires sur l'introduction (chapitre 2)

Q2.1 Avez-vous des commentaires sur l'introduction ?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

3 Commentaires sur la définition des marchés (chapitre 3) : « Aujourd'hui, il existe une substitution des appels fixe vers mobile et mobile vers fixe, par les appels mobile vers mobile, et des abonnements téléphoniques fixes par les offres mobiles. Cette substitution a été générée par l'existence du *bill and keep* et par les tarifs excessifs de terminaison d'appel vers les mobiles, qui ont abouti à des prix de détail déséquilibrés, favorisant les opérateurs mobiles au détriment des opérateurs fixes et des consommateurs »

Q3.1 Avez-vous des commentaires sur la définition des marchés ?

Tele2 ne peut que se féliciter de constater que l'ART considère, fort logiquement⁵, qu'il **existe un marché pertinent pour chacun des réseaux des opérateurs** de téléphonie mobile exerçant leur activité sur le territoire métropolitain.

Cependant, si elle partage la définition de marchés à laquelle aboutit l'ART, elle entend **nuancer l'analyse de substituabilité** à laquelle elle se livre au point 3.2.4.1 de son analyse entre appel fixe vers mobile et appel mobile vers mobile. Par ailleurs, si l'ART analyse au point 3.2.5.2 la substituabilité des appels mobile vers mobile par les mobile vers fixe pour conclure à son inexistence, Tele2 entend souligner que, à l'inverse, les appels mobile vers mobile se substituent de plus en plus aux appels mobile vers fixe.

En effet, l'ART considère, pour conclure à la non substituabilité d'un appel fixe vers mobile par un appel mobile vers mobile, que l'« *opérateur mobile de départ sera soumis à la même charge de terminaison d'appel que l'opérateur fixe* », ce qui rendra peu probable l'existence de tarifs *off-net* plus avantageux que les tarifs des appels fixe vers mobile.

Or, si cette situation pourra s'avérer exacte dans le futur, puisque l'ART envisage en effet d'imposer une sortie du *bill and keep* avant la fin de l'année en cours pour les trois opérateurs de téléphonie mobile, Tele2 entend cependant souligner que tel n'était pas le cas dans le passé.

Pour ce qui concerne d'autre part les appels mobile vers fixe, l'ART indique en 3.2.5.2 qu'ils ne se substitueraient pas aux appels mobile vers mobile en cas d'augmentation des charges de terminaison d'appel vers les mobiles et en

⁵ L'analyse réalisée par l'ART rejoint, en effet, celle défendue par la Commission européenne dans sa Recommandation mais également celle développée par plusieurs autorités de concurrence européennes avant elles.

cas de sortie du système de bill and keep ; inversement, Tele2 entend souligner qu'actuellement et par le passé, ce sont au contraire les appels mobile vers mobile qui se sont substitués aux appels mobile vers fixe.

Ainsi, la substitution entre appels fixe vers mobile et mobile vers fixe, par les appels mobile vers mobile d'une part, et entre abonnement fixe et offres mobiles qui en résulte d'autre part, est une réalité sur le marché aujourd'hui, en raison des distorsions de concurrence qui existent.

Le non-paiement (qui perdure à ce jour, et pour lequel on peut d'ailleurs s'interroger en ce qui concerne le recouvrement de la TVA) des charges de terminaison d'appels entre les opérateurs mobiles conduit en effet à des tarifs de détail des appels mobile vers mobile avantageux par rapport aux tarifs des appels fixe vers mobile, artificiellement élevés (mais Tele2 y reviendra plus en détail ci-après) du fait du niveau supra-concurrentiel de ces charges. L'ART a d'ailleurs fort justement relevé le caractère discriminatoire de ce système au détriment des opérateurs de téléphonie fixe (cf. point **5.2.5** de son document d'analyse).

Cette situation, qui continuera jusqu'à la fin effective du *bill and keep*, a donc entraîné une forte substitution, en pratique au cours des dernières années, entre les appels fixe vers mobile et mobile vers fixe, par des appels mobile vers mobile, et par répercussion entre abonnement téléphonique et forfait mobile.

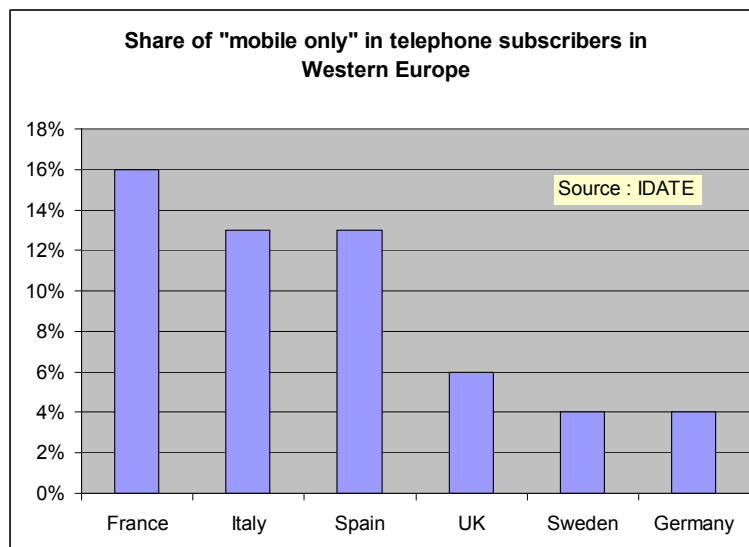
Ainsi que Tele2 l'avait déjà souligné dans le cadre de sa réponse suite au questionnaire qualitatif concernant les services de communications mobiles, cet effet de substitution est en constante augmentation portant ainsi directement atteinte au développement normal de l'activité des opérateurs de téléphonie fixe.

Dans son observatoire des marchés publié le 15 septembre 2003, l'Autorité indiquait que *« même si le parc de téléphones fixes dépasse à nouveau à la fin du premier trimestre 2003 les 34 millions de lignes, la décroissance continue du secteur de la téléphonie fixe est manifeste tant au niveau du chiffre d'affaires (-4% sur un an) qu'en volume de trafic (-4,6% sur un an) »*.

L'ART relève également, dans son observatoire des marchés publiés en mars 2004, que *« Le secteur de la téléphonie fixe enregistre un nouveau recul avec 4,1% de chiffre d'affaires et 3,5% de volume de trafic en moins par rapport au troisième trimestre 2002 »* et que *« Avec 3,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires généré au cours du troisième trimestre, les revenus du secteur de la téléphonie mobile sont pour la première fois supérieurs à ceux de la téléphonie fixe (3,3 milliards d'euros) »*.

Ainsi, selon une étude publiée par Oddo Securities⁶, 40% des appels émis depuis un mobile par un abonné résidentiel le sont depuis son domicile. Plus encore, d'après les données de l'Idate, la part de Français n'ayant qu'un téléphone mobile est parmi les plus élevées d'Europe, malgré le faible taux de pénétration relatif du mobile en France.

⁶ « Telecoms , Question d'équilibre », page 28. Etude publiée en septembre 2003. Oddo Securities s'appuie sur les déclarations des opérateurs de téléphonie mobile.



L'étude ADL Exane citée par La Tribune dans son édition du 19 février 2004 indique enfin que « **la croissance du trafic mobile correspond à une baisse équivalente du trafic fixe** », et « **qu'en France, cette tendance est plus marquée** ».

Il existe donc bien encore aujourd'hui **un effet de substitution du réseau fixe par le réseau mobile, motivé pour le client final par le différentiel de prix** : les consommateurs sont incités à utiliser dès qu'ils le peuvent leur téléphone mobile pour passer leurs appels, que ce soit pour les appels fixe vers mobile (qui sont actuellement remplacés par des appels mobiles vers mobiles qui coûtent moins chers au consommateur), ou pour les appels mobile vers fixe (qui sont actuellement remplacés par des appels mobiles vers mobiles, qui coûtent le même prix au consommateur, et qui permet, si l'appelé dispose d'un mobile, de pouvoir le joindre à coup sûr).

Selon l'observatoire des marchés publié par l'ART en mars 2004 :

- le prix moyen d'une minute fixe vers mobile est de 0.271€/minute⁷ ;
- le prix moyen d'une minute de communication émise depuis un mobile est de 0.202€/minute⁸ ;

De plus, dans un forfait, le prix d'un appel mobile vers fixe est le plus souvent identique au prix d'un appel mobile vers mobile, d'après les tarifs disponibles sur les sites web des trois opérateurs. Ainsi que l'indique l'ART p.39 de sa consultation, l'appelé étant plus susceptible de disposer d'une ligne mobile que d'une ligne fixe au moment de la communication, la substitution est donc effectuée automatiquement par les consommateurs.

⁷ Ce prix moyen est calculé en divisant le CA total « fixe vers mobiles » 696M€ par le volume total « fixe vers mobile » 2,566 million de minutes.

⁸ Ce prix moyen est calculé en divisant la « *facture moyenne mensuelle sortante* » 28.8€ par le « *volume de trafic mensuel moyen par abonné* » 130.8 minutes.

Ces effets « prix » sont renforcés par l'effet « forfait » qui conduit les particuliers ayant souscrit un forfait mensuel de communication mal adapté à leur consommation réelle à utiliser uniquement leur mobile en fin de mois pour « terminer leur forfait ».

Enfin la généralisation des offres permettant de passer des appels illimités depuis un mobile vers les mobiles du même réseau et les postes fixes pour une somme forfaitaire vient renforcer ces deux effets : Bouygues "Millenium", Orange "Infinis" ou SFR "Illimité à vie".

Ce faisant, les trois opérateurs de téléphonie mobile ont gravement déstabilisé le secteur de la téléphonie fixe en France, conduisant, ainsi que le relève l'étude publiée par le CERNA⁹, à des transferts illégitimes de revenus au détriment des opérateurs de téléphonie fixe et des consommateurs :

« We estimate that the scale of the transfer as a result of high mobile termination charges for fixed to mobile calls from fixed networks and their customers has, over the five years 1998-2002, amounted to € 19 billion. The figure is calculated as the excess of termination charges paid over costs, including a normal return on capital employed, in France, Germany and the UK alone. The precise estimate depends on assumptions about costs but it is clearly substantial.

The effect of this transfer has been to injure customers and their operators, and it is likely to have damaged competition in the fixed market. The beneficiaries have been mobile operators, which in some cases may have shared some of their gains with their customers in the form of lower outgoing mobile prices. The transfer has also distorted competition between fixed and mobile operators. »

En définitive, si Tele2 soutient avec l'ART que, lorsque le mécanisme de *bill and keep* aura pris fin, il est possible que les appels mobile vers mobile ne soient plus substituables aux appels fixe vers mobile ou mobile vers fixe (bien qu'il demeurera cependant l'effet « forfait » et les habitudes de consommation attachées aux offres de type « illimitées »), elle entend souligner que **cette substitution existe aujourd'hui, a existé par le passé, et a entraîné un transfert illégitime de revenus au bénéfice des opérateurs de téléphonie mobile.**

4 Commentaires sur la puissance de marché (chapitre 4)

Q4.1 Avez-vous des commentaires généraux sur la puissance de marché ?

Si Tele2 approuve pleinement la méthodologie suivie par l'ART pour évaluer la position dominante détenue par chacun des opérateurs mobiles sur les marchés pertinents préalablement définis, elle ne partage pas, par contre, l'assertion de l'Autorité selon laquelle « [...] une part de marché de 100% et une absence de concurrence potentielle déjà évoquées précédemment ne sauraient être suffisantes pour qualifier le degré de puissance ». En effet, comme

⁹ Etude en date du 9 juillet 2003 et intitulée « How mobile termination charges shape the dynamics of the telecom sector ».

l'ART prend le soin de le rappeler, il est de jurisprudence constante qu'une part de marché élevée permet, sauf circonstances exceptionnelles, d'établir la position dominante.

Ainsi, l'on voit mal, même d'un point de vue purement théorique (aucune puissance d'achat compensatrice n'existant en pratique sur les marchés pertinents délimités) quelles circonstances pourraient permettre de considérer qu'un opérateur disposant de 100% de parts de marché ne serait pas en position dominante sur le marché considéré.

Q4.2 Avez-vous des commentaires sur la puissance de marché des opérateurs de métropole ?

Si Tele2 partage pleinement l'analyse réalisée par l'ART sur ce point, elle déplore cependant **le caractère non-transparent des informations utilisées par l'ART pour calculer les coûts des charges de terminaison d'appel** en métropole. En particulier, Tele2 estime que l'ART devrait notamment rendre publique la méthodologie et les statistiques¹⁰ qu'elle entend utiliser pour évaluer les coûts des opérateurs mobiles, et consulter les opérateurs alternatifs sur les informations dont ils disposent permettant de créer un modèle de coûts fiable, dès le début des travaux.

D'après l'OMSYC, les prix de détail sur le marché résidentiel des appels issus des mobiles dans des pays comme la Suède (où Tele2 est opérateur mobile), la Finlande ou le Royaume-Uni, sont de l'ordre de 13 à 18 c€/mn, contre environ 25c€/mn en France. En Suède, le ratio d'excédent brut d'exploitation sur chiffres d'affaires de Tele2 atteint 55% en 2003. Tele2 dispose donc d'une très large compétence, et d'une expérience réussie, de l'économie des réseaux mobiles, mise en œuvre en Suède au bénéfice des consommateurs. **Cette expérience autorise Tele2 à se prononcer très précisément sur les coûts de production des minutes de communication mobile (ou des SMS).**

Le fait d'exclure systématiquement les opérateurs alternatifs des discussions concernant la terminaison d'appel, comme cela a été le cas par le passé, n'a donc, selon Tele2, pas de raison d'être et aboutit à la protection des opérateurs mobiles existants, malgré leur puissance sur le marché de la terminaison d'appel.

Tele2 ajoute par ailleurs que de nombreux experts en France ont pour clients des opérateurs mobiles, et qu'il **est devenu extrêmement difficile de trouver des cabinets d'expertise indépendants**, ne se trouvant pas en conflit d'intérêt à cause de leurs clients mobiles. Ainsi, Tele2 entend souligner que le choix des consultants et des analystes qui sera retenu par l'ART devrait être soumis à consultation auprès de l'ensemble des opérateurs concernés, et en particulier auprès des opérateurs alternatifs fixes.

¹⁰ L'Autorité devrait ainsi publier les statistiques de durée des appels, les courbes de remplissage des réseaux des opérateurs mobiles, ou bien encore le pourcentage d'appels locaux / nationaux à destination d'un mobile, ainsi que toutes les hypothèses relatives au choix des paniers de consommation mobiles.

Q4.3 Avez-vous des commentaires sur la puissance de marchés des opérateurs d'outre-mer ?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

5 Commentaires sur les obligations (chapitre 5)

Selon Tele2, les obligations suivantes devraient être imposées aux opérateurs mobiles :

- **Fin immédiate des discriminations imposées aux opérateurs fixes (sortie du mécanisme de bill and keep) ;**
- **Orientation immédiate vers les coûts des charges de terminaison d'appel ;**
- **Publication annuelle (dans le cours du dernier trimestre) des catalogues d'interconnexion, prévoyant des modalités d'interconnexion conformes à l'état de l'art.**

Non seulement ces obligations sont proportionnées et raisonnables, mais elles sont nécessaires pour que l'ART atteigne les objectifs qui lui sont fixés par le législateur communautaire : notamment bénéfice du consommateur, fin des entraves à la concurrence dans le secteur des télécommunications, efficacité des investissements et de l'usage des ressources, fin des discriminations.

Q5.1 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations ?

Tele2 n'a pas de commentaires généraux à formuler.

Q5.2.1 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2)?

Si Tele2 approuve, dans leur principe, les différentes obligations *ex ante* que l'ART entend imposer aux opérateurs mobiles afin de rendre le marché transparent et concurrentiel, certaines des modalités envisagées par l'ART pour l'application de ces obligations lui apparaissent discutables et insuffisantes pour atteindre les objectifs qui lui sont fixés par le législateur communautaire. Ses commentaires sont détaillés ci-dessous.

Q5.2.2 Avez-vous des commentaires sur les prestations d'interconnexion et d'accès susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2.2)?

L'ART propose de définir *ex ante* un ensemble minimal de prestations pour les prestations d'acheminement de trafic de terminaison et d'accès aux sites, susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution des demandes des opérateurs et de la capacité des opérateurs mobiles à y satisfaire. Selon Tele2, il est nécessaire de définir des modalités

d'interconnexion de qualité, qui permettent effectivement aux opérateurs de raccorder leurs réseaux de manière simple, efficace, et raisonnable, afin d'atteindre les objectifs fixés au régulateur, notamment :

- Une interconnexion fonctionnelle est nécessaire pour encourager la connectivité de bout en bout et le développement des réseaux d'Europe (§3.b de l'article 8 de la directive « cadre » 2002/21/CE du 7 mars 2002). Aussi, le régulateur doit inciter, et rendre possible l'interconnexion aux réseaux mobiles, en un nombre raisonnable de points du territoire national ;
- Une interconnexion conforme à l'état de l'art est nécessaire pour atteindre l'objectif d'efficacité (§2.c). Aussi, le régulateur doit promouvoir les modes de raccordement classique. Il doit, selon notre analyse, non seulement imposer leur orientation vers les coûts (qui est la seule manière de tendre vers l'efficacité globale de l'économie des télécommunications), mais aussi pour certaines prestations, imposer aux opérateurs mobiles la même efficacité, donc les mêmes prix que France Telecom pour des prestations similaires (modes de raccordement et BPN) ;
- Une interconnexion satisfaisant aux simples besoins des opérateurs souhaitant en bénéficier est nécessaire pour veiller à ce que la concurrence ne soit pas entravée, comme elle l'est actuellement à cause de conditions d'interconnexion inadaptée, dans le secteur des télécommunications (§2.b).

S'agissant des prestations minimales d'accès aux sites, Tele2 souhaite indiquer que les offres existantes chez les opérateurs mobiles sont notoirement insuffisantes pour satisfaire les besoins des opérateurs souhaitant s'interconnecter, et ne correspondent pas à l'état de l'art en la matière. En effet, les opérateurs mobiles ont instauré, au niveau de l'accès au site et pour retarder les interconnexions des opérateurs fixes, des barrières à l'entrée qui les rendent très difficiles. Ces barrières à l'entrée sont notamment l'éloignement géographique des sites de raccordement des villes où sont situés la plupart des opérateurs, et les obligations dans le mode de raccordement, interdisant aux opérateurs fixes de mutualiser leurs coûts¹¹. Selon Tele2, les obligations suivantes devraient donc s'imposer aux opérateurs mobiles :

- Fourniture de liaisons de raccordement aux opérateurs souhaitant s'interconnecter (ce qui inciterait les opérateurs mobiles à choisir des sites accessibles),
- Possibilité pour l'opérateur interconnecté de choisir le mode de raccordement parmi ceux qui sont habituellement proposés dans le cadre des interconnexions entre opérateurs fixes : in-span, colocalisation, liaisons de raccordement ou liaisons de raccordement pour compte de tiers,
- Possibilité pour tout opérateur interconnecté en propre (in-span ou colocalisation) de commercialiser des liaisons de raccordement pour compte de tiers auprès d'opérateurs souhaitant se raccorder avec ce type de liaisons.

¹¹ Ainsi, un opérateur mobile impose, pour la zone arrière du Sud Est de la France, le raccordement dans un site situé à plus de 15 km de Marseille, et interdit en parallèle la mutualisation d'infrastructures avec des tiers : chaque opérateur doit donc recréer un réseau de fibres optiques en propre, sachant que cet opérateur impose en plus une double adduction, c'est-à-dire la création d'un trajet double. Les coûts de création d'une telle infrastructure s'élèveraient à plusieurs millions d'Euros, ce qui ne permet pas de rentabiliser le projet. Or, certains opérateurs fixes ont déjà réalisé ce trajet et pourraient techniquement fournir la prestation de raccordement à un prix intéressant, s'ils y étaient autorisés par cet opérateur.

Ces obligations permettraient de rendre l'interconnexion physique simples et réalisable dans des délais raisonnables.

S'agissant des prestations d'acheminement de trafic, il semble à Tele2 que le système actuel de différenciation tarifaire est théoriquement efficace mais qu'il crée des déséquilibres. En effet, ce système est censé inciter les opérateurs à s'interconnecter à un grand nombre de points avec les opérateurs mobiles afin d'éviter un routage inefficace des communications, et donc d'augmenter l'efficacité des raccordements. Or, Tele2 déplore les difficultés de mise en œuvre dans l'interconnexion physique, qui sont dues aux choix complexes des opérateurs mobiles eux-mêmes, ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus. Ainsi Tele2 préconise les choix suivants :

- Soit la tarification est indépendante de l'origine de l'appel, de l'appelant et des points d'interconnexion, dans le cas où l'opérateur mobile n'est pas capable de fournir les prestations minimales d'accès aux sites énumérées ci-dessus, pour tous ses sites d'interconnexion,
- Soit la tarification est, comme aujourd'hui, dépendante de la localisation de l'appelant par rapport au point d'interconnexion, mais alors les opérateurs mobiles doivent fournir pour tous leurs sites d'interconnexion les prestations minimales d'accès évoquées ci-dessus. Si cette structure tarifaire était retenue, Tele2 souhaite que la prestation de transport et la prestation de BPN soient non seulement orientées vers les coûts, mais respectent aussi le principe d'efficacité et soient donc alignées sur les coûts de France Telecom, afin que les opérateurs mobiles soient, eux aussi, incités à permettre une interconnexion simple et facile à de nombreux points d'interconnexion.

Q5.2.3 Avez-vous des commentaires sur la publication d'une offre de référence susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole (partie 5.2.3)?

Tele2 se félicite de l'imposition de l'obligation de publier un « Catalogue » (offre de référence). Celle-ci devrait notamment permettre de faciliter la négociation des conventions d'interconnexion avec les opérateurs mobiles, lesquels profitaient souvent de leur position monopolistique pour imposer des conditions inéquitables aux opérateurs de téléphonie fixe (délais de mise en place des infrastructures de colocalisation par exemple).

Mais il semble absolument indispensable qu'une périodicité de publication soit déterminée, comme l'indique l'expérience vécue avec France Telecom. Tele2 souhaite que le catalogue soit publié avant le 31 décembre de chaque année, applicable au 1er janvier de chaque année. Une telle date permet :

- D'une part de caler la publication du catalogue mobile avec celui de France Telecom et donc d'avoir des offres cohérentes sur l'ensemble du marché des télécommunications.
- D'autre part, de l'anticiper et donc de pouvoir les négocier dans un calendrier déterminé le cadre du Comité de l'Interconnexion.

La souplesse que préconise l'ART concernant la procédure de modification paraît au premier regard louable et généreuse, mais est en fait particulièrement dangereuse et inefficace selon Tele2.

L'ART indique en effet p.72 de sa consultation que « *L'ART se propose de reproduire un tel dispositif [de price cap] sur la période 2005-2007 [...] Le rythme de baisse doit à la fois permettre une évolution progressive tout en intégrant les questions de court terme comme l'existence des hérissons. Le dispositif consistera à un fixer un plafond portant sur le prix moyen de la prestation considérée, du 1er janvier au 31 décembre de l'année considérée. Le dispositif devrait donc permettre des baisses au 1er janvier 2005, au 1er janvier 2006 et au 1er janvier 2007¹² ».*

Selon Tele2 :

- Le mécanisme de price cap mis en œuvre actuellement, que l'ART se propose de reproduire et dont l'évolution suit les mêmes règles que celles qui sont proposées par l'ART pour les futurs Catalogues, ne donne pas satisfaction : ainsi, les opérateurs fixes n'ont toujours pas obtenu, après plus de 3 ans de négociations, des conditions acceptables de raccordement aux points d'interconnexion des opérateurs mobiles, et il y a contestation sur le niveau véritable des baisses de tarifs. L'ART indique elle-même dans sa consultation que les opérateurs n'ont pas fixé leurs tarifs en-deçà du seuil qui leur était imposé, et que l'on peut donc légitimement s'interroger sur la réelle orientation vers les coûts de ces tarifs. Dès lors, l'ART aurait dû s'auto-saisir et modifier les règles du price cap.
- D'autre part, il est à craindre que les opérateurs mobiles jouent des calendriers externes (élections, modifications gouvernementales, modification du Collège de l'ART ou de sa Présidence...), pour influencer sur les délais de modification que l'ART voudra leur imposer. Or, il serait contraire à l'indépendance de l'ART que des échéances externes soient susceptibles de peser sur son fonctionnement opérationnel, et de fait, sur celui du marché des télécommunications.
- Les opérateurs mobiles créent déjà aujourd'hui des événements extérieurs afin de peser sur le calendrier ou le sujet des négociations : par exemple, les opérateurs mobiles communiquent sur la baisse de certains tarifs publics (à plus ou moins brève échéance selon l'urgence de la négociation), afin de faire penser au public, aux élus, voire au gouvernement, que les demandes de l'ART ou des opérateurs fixes sont soit excessives, soit inutiles. Cette communication publique peut être réalisée sur d'autres sujets, en fonction de la nature des débats.
- Enfin, l'expérience du secteur sur les Catalogues témoigne catégoriquement en faveur de la publication annuelle d'un Catalogue. Tous les experts ayant travaillé sur le Catalogue de France Telecom peuvent témoigner que cette échéance annuelle est la contrainte principale qui a permis d'obtenir les avancées les plus importantes pour ce Catalogue. Les points de blocage étaient résolus par voie d'arbitrage dans l'année en cours, et le résultat de l'arbitrage intégré dans le Catalogue suivant. Au contraire, les décisions de l'ART relatives au price cap sont d'une certaine façon rigide et rendent problématique une remise en cause formelle des tarifs et des conditions d'accès au cours de la période triennale. Nous en voulons pour preuve les décisions de l'ART relatives au price cap de 2002-2004. Par exemple, dans sa décision n°01-970 du 16 novembre 2001, l'Autorité, après avoir étudié les coûts de la société Orange France tels que transmis par elle, indiquait que « *au vu de*

¹² C'est nous qui soulignons.

l'ensemble de ces éléments, l'Autorité estime équitable, sous réserve qu'Orange France soit à nouveau déclaré opérateur puissant sur le marché national de l'interconnexion pour 2002, que le prix moyen de terminaison de l'ensemble des appels fixe vers mobile d'origine nationale sur le réseau d'Orange France ne dépasse pas 1,32 franc hors taxe par minute. [...] Orange France communiquera au plus tard le 15 décembre 2001 les tarifs de charge de terminaison d'appel d'origine nationale applicables au 1^{er} mars 2002. L'Autorité s'appuiera sur la statistique d'appels figurant dans l'annexe 3 afin de vérifier que le prix moyen par minute correspondant à ces tarifs est égal dès le 1^{er} mars 2002 au niveau retenu de 1,32 franc par minute ». L'ART ajoutait une grille de baisse triennale que devait respecter Orange, fixant un objectif de 14.94 centimes d'Euros pour 2004 (0.98 F/mn). L'ART indiquait enfin que « La statistique d'appel figurant en annexe 3 ne sera pas révisée au cours de la période. Des compléments pourront toutefois être demandés par l'Autorité dans le cas où l'évolution de la structure tarifaire le nécessiterait ».

Dès lors, sachant que Orange a été déclaré puissant sur le marché de l'interconnexion, que ses tarifs doivent en conséquence être orientés vers les coûts, que l'ART n'a pas demandé, à notre connaissance, de compléments pour vérifier si la structure de coûts évoluait ou non (et notamment la statistique d'appel) et que, parallèlement, émergeaient des offres de détail dont le prix unitaire est de 9c€/mn (largement inférieur au prix "orienté vers les coûts" de 14.94 c€/mn), cette situation aurait dû conduire à une réévaluation du price cap sur la période précitée. En effet, en l'absence de publication de ces coûts, ces opérateurs pouvaient postuler que 14.94 c€/mn était le coût de terminaison d'un appel sur le réseau mobile (demi appel mobile). Dès lors, comme les appels mobile vers mobile coûtent deux demi appels mobiles, mais qu'ils sont facturés au détail à un prix de 9c€/mn, un demi appel coûte donc moins de 4.5c€/mn et l'on peut légitimement s'interroger sur l'existence d'une réelle orientation vers les coûts pendant la période précitée (puisque'il est très peu probable qu'il y ait eu vente à perte). Par ailleurs, malgré les demandes formulées par Tele2 auprès de l'ART visant à l'amélioration significative des modalités d'interconnexion aux réseaux mobiles, ces dernières n'ont pas notablement évolué entre 2002 et 2004, preuve qu'un mécanisme pluriannuel entraîne une rigidité préjudiciable aux évolutions nécessaires. Si une telle situation devait se reproduire, confinant les opérateurs fixes à l'impuissance, malgré le nouveau cadre réglementaire imposant notamment une application stricte de l'obligation d'orientation vers les coûts (cf. la réponse de Tele2 à la question n°5.2.6), au vu des montants indûment facturés aux opérateurs fixes, des pertes de trafic et de chiffre d'affaires qui en résultent, ces opérateurs se verraient malheureusement contraints, cette fois, de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires (et judiciaires le cas échéant) pour faire cesser ces comportements abusifs.

Il est donc absolument certain que l'absence de calendrier précis pendant la période triennale choisie par l'ART, permettra aux opérateurs mobiles de manipuler la négociation, non seulement sur la nature des modifications demandées par l'ART dans les Catalogues, mais aussi sur les délais de modification, ce qui ajoutera à la complexité des discussions et les rendra finalement stériles. Tele2 ne comprend pas pourquoi ce mécanisme qui a démontré toute son inefficacité et ses difficultés de mise en œuvre, serait prolongé pour les opérateurs mobiles, ni pourquoi ces derniers seraient favorisés par rapport à France Telecom.

En conséquence, à supposer qu'un mécanisme de price cap soit finalement retenu (ce que Tele2 conteste : cf. sa réponse à la question n°5.2.6), **la solution la plus simple et efficace pour tous les acteurs concernés est de fixer une date d'échéance annuelle (le 31 décembre), où les tarifs de terminaison d'appel doivent être effectivement modifiés pour atteindre le niveau souhaité de price cap, tout en laissant la possibilité aux**

opérateurs mobiles de diminuer davantage leurs tarifs au cours de l'année. Ainsi, la négociation entre opérateurs et l'ART ne portera que sur le contenu des Catalogues, et non pas sur la date de leur publication. Tele2 suggère enfin que tous les Catalogues d'Interconnexion soient accessibles sur le site Internet de l'ART, ce qui permettra une plus grande transparence, notamment vis-à-vis des régulateurs Européens, afin d'atteindre l'objectif de coopération internationale visée au §3.d de l'article 8 de la directive 2002/21/CE « cadre » déjà citée.

Q5.2.4 Avez-vous des commentaires sur les autres obligations liées à la transparence susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2.4)?

Tele2 approuve également l'imposition des ces obligations, lesquelles devraient, là encore, permettre d'éviter la mise en œuvre de comportements discriminatoires, afin d'atteindre l'objectif de non-discrimination visé §3.c de l'article 8 de la directive « cadre ».

Mais elles ne sont pas suffisantes : **la tenue d'un processus de concertation impliquant tous les opérateurs paraît indispensable, ne serait-ce que pour s'assurer de l'indépendance des experts qui travailleront sur le sujet.** Tele2 en veut pour preuve la manière dont les opérateurs ont travaillé sur la méthode d'évaluation des coûts de France Telecom, et les obligations de séparation comptable. Bien que ces procédures soient évidemment perfectibles, il est nécessaire que, comme pour France Telecom, l'ART publie des décisions sur ses méthodes d'évaluation, et partage avec les opérateurs les hypothèses retenues pour l'évaluation des coûts. Une concertation paraît nécessaire à Tele2 dès lors que les méthodes actuelles relatives aux opérateurs mobiles, sont notoirement opaques.

Q5.2.5 Avez-vous des commentaires sur l'obligation de non-discrimination susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole (partie 5.2.5)?

L'imposition d'une telle obligation, indispensable d'un point de vue purement concurrentiel, doit conduire à la **disparition immédiate du mécanisme du *bill and keep***, et pas seulement à une sortie de ce mécanisme avant la fin de l'année. Sans qu'il soit nécessaire de revenir en détail sur le caractère anticoncurrentiel et les effets dommageables de ce mécanisme sur les opérateurs de téléphonie fixe (cf. la réponse de Tele2 à la question n°3.1), Tele2 entend souligner que faire encore perdurer ce mécanisme pendant plus de 6 mois accentuerait la captation illicite de trafic et de revenus dont bénéficient les opérateurs mobiles et, partant, contribuerait encore à déséquilibrer le secteur.

Il est donc indispensable que, en application de ce principe de non-discrimination, le *bill and keep* prenne immédiatement fin.

En outre, s'il est vrai que, ainsi que le relève l'ART, la sortie du *bill and keep* devrait favoriser la disparition des hérissons *off-net*, Tele2 entend rappeler que la véritable raison du développement des hérissons n'est pas le

mécanisme du *bill and keep* en tant que tel mais bien l'application par les opérateurs mobiles de tarifs prohibitifs pour la prestation de terminaison d'appels, ces tarifs « orientés vers les coûts » étant de fait au-dessus de certains tarifs de détail. **Il n'est donc pas admissible que l'utilisation des hérissons conditionne de quelque manière que ce soit l'application du price cap.**

Par conséquent, **le meilleur remède pour mettre fin à l'utilisation des hérissons consiste à faire appliquer strictement le principe d'orientation vers les coûts auxquels sont assujettis les opérateurs de téléphonie mobile. A la date où les tarifs de terminaison d'appel seront réellement orientés vers les coûts et effectivement situés au-dessous des prix de détail des hérissons (aujourd'hui 9c€/mn), ces derniers perdront immédiatement toute utilité.** Tele2 a par ailleurs indiqué dans son introduction en quoi la non-orientation vers les coûts nuit au consommateur et au fonctionnement de l'économie des télécommunications.

Enfin, Tele2 partage pleinement l'analyse de l'ART selon laquelle « [...] *les tarifs doivent être identiques qu'elle que soit la provenance de l'appel : réseau fixe ou mobile, opérateur métropolitain, d'outre mer ou étranger* ». Toutefois, le contrôle de ce principes dans le cadre d'un mécanisme de price-cap devra conduire à la définition de paniers de consommation différenciés par type d'appel, ainsi que l'a d'ailleurs décidé l'OFCOM. Ce point est détaillé par Tele2 en réponse à la question **5.2.6**.

Q5.2.6 Avez-vous des commentaires sur le contrôle des prix susceptible d'être imposé aux opérateurs de métropole (partie 5.2.6)?

Ainsi que Tele2 l'a rappelé ci-dessus, il convient que les méthodes et des informations utilisées par l'ART pour l'application de l'obligation de contrôle des prix soient totalement transparentes. Tele2 déplore donc que l'ART se contente d'indiquer, s'agissant de cette obligation, que « *Les niveaux seront définis postérieurement à cette consultation, sur la base de travaux techniques, et après concertation avec les acteurs du secteur* ». Tele2 souhaite que les méthodes de travail soient similaires à celles qui avaient été retenues par l'ART dans le cadre de l'interconnexion avec France Telecom, lesquelles avaient permis d'établir la transparence vis-à-vis du secteur.

Par conséquent, ces travaux devront être menés de manière totalement transparente, étant entendu que les acteurs du secteur ne sauraient être limités aux opérateurs de téléphonie mobile (dont on peut craindre qu'ils ne tentent de surévaluer les coûts qu'ils encourent pour cette prestation¹³) mais doivent bien évidemment inclure les opérateurs de téléphonie fixe, également concernés au premier chef par les tarifs de ces prestations.

Les autres commentaires qu'appelle cette obligation de la part de Tele2 sont détaillés ci-dessous.

¹³ Ce risque, bien réel, est d'ailleurs stigmatisé dans le document d'analyse de l'ERG, qui propose même aux ARN d'adopter des mesures spécifiques pour éviter la mise en œuvre de tels comportements. Ce point est développé ultérieurement dans la réponse de Tele2.

L'ACHEMINEMENT DU TRAFIC DE TERMINAISON

A titre liminaire, Tele2 entend rappeler que les opérateurs de téléphonie mobile auraient dû (et devraient) orienter leurs tarifs de terminaison d'appels strictement vers leurs coûts depuis des années.

L'orientation stricte des tarifs vers les coûts s'impose depuis de nombreuses années à l'ensemble des opérateurs mobiles

En application de l'ancien cadre communautaire, et notamment de la directive n° 97/33/CE en date du 30 juin 1997 (désormais abrogée depuis l'entrée en vigueur du nouveau « paquet télécom »), les opérateurs de téléphonie mobile puissants sur le marché national de l'interconnexion étaient, aux termes de l'article 7.2 de ce texte, tenus d'adopter des redevances d'interconnexion respectant le principe de l'orientation en fonction des coûts.

Cette obligation imposait ainsi sans ambiguïté **une orientation stricte des tarifs vers les coûts**, c'est-à-dire sans que soit envisagée la possibilité d'une orientation progressive vers ces coûts (telle que ce fut pourtant le cas).

Le considérant 10 de cette directive précisait d'ailleurs que « [...] la fixation des tarifs d'interconnexion est déterminante pour la structure et l'intensité de la concurrence lors du passage à un marché libéralisé ; [...] les organismes puissants sur le marché doivent être en mesure de prouver que leurs redevances d'interconnexion sont déterminés selon des critères objectifs, respectant les principes de transparence et d'orientation en fonction des coûts [...] ».

Cette obligation a été transposée en droit interne à l'article L. 34-8 III du Code des Postes et Télécommunications, lequel précisait que ces tarifs « *rémunèrent l'usage effectif du réseau de transport et de desserte et reflètent les coûts du service rendu* ».

Ainsi, en application tant des textes communautaires que du droit interne, Orange et SFR étaient tenus d'orienter leurs tarifs vers leurs coûts dès l'année 2000 puisque l'ART les a déclarés puissants sur le marché de l'interconnexion à partir de cette année (cf. sa décision 99-823 en date du 30 septembre 1999).

Par conséquent, en se contentant de suivre le prix maximum indiqué par l'ART par la suite, alors que ces dispositions leurs faisaient **l'obligation** d'adopter des tarifs orientés vers les coûts, c'est-à-dire correspondant aux coûts strictement encourus pour la fourniture de cette prestation, augmentés d'une marge raisonnable, Orange et SFR ont directement violés les dispositions précitées. Ce faisant, ils ont gravement pénalisé l'activité des opérateurs de téléphonie fixe (et notamment de ceux non liés à un opérateur de téléphonie mobile), lesquelles subissaient, en outre, dans le même temps les effets discriminatoires du *bill and keep*. Tele2 relève d'ailleurs que l'ART déplore cette situation puisqu'elle affirme, à la page 46 de son document d'analyse, que « [...] les opérateurs régulés ayant [ont] **maintenu des pris élevés et respectés les contraintes de plafonnement imposées par l'ART, sans diminuer leurs prix au-delà de ces contraintes** »¹⁴.

¹⁴ Soulignements et surlignements ajoutés.

Tele2 tient, en outre, à souligner que cette obligation d'orienter les tarifs de ces prestations de terminaison d'appels s'imposait également aux trois opérateurs de téléphonie mobile en application du droit de la concurrence. En effet, ainsi que l'ART l'a parfaitement relevé dans son document d'analyse, il existe un marché pertinent de la terminaison d'appels par réseau mobile, chaque opérateur mobile se trouvant, par conséquent, en position monopolistique sur son réseau.

Bien évidemment, cette situation, c'est-à-dire l'existence de ce marché et la position monopolistique qui en résulte pour chacun des opérateurs, y compris Bouygues Télécom, ne voit pas le jour aujourd'hui mais préexistait à l'analyse de marché réalisée par l'Autorité.

Or, chaque opérateur étant en position monopolistique sur ce marché, et dans la mesure où l'accès à son réseau est indispensable (et sans alternative comme le relève d'ailleurs l'ART dans son document d'analyse) pour les opérateurs qui acheminent un appel à destination d'un abonné de l'opérateur mobile en cause, chaque réseau mobile constitue donc une infrastructure essentielle en droit de la concurrence.

Comme l'a par exemple rappelé le Conseil de la concurrence dans son avis n°02-A-08 en date du 22 mai 2002, l'exploitant monopolistique d'une telle infrastructure essentielle peut fausser le jeu de la concurrence en *"[...] établissant un prix d'accès à cette facilité injustifié, non proportionné à la nature et à l'importance des services demandés, non transparent et non orienté vers les coûts encourus relevant de critères objectifs"*.

Par conséquent, le droit de la concurrence imposait également à Orange, SFR mais également Bouygues Télécom d'orienter les tarifs des prestations de terminaison d'appels.

Les surcoûts qui ont ainsi été facturés (et continuent à l'être) aux opérateurs de téléphonie fixe, tel Tele2, sont donc totalement illicites.

Cette situation a ainsi conduit à un enrichissement parfaitement illégitime des opérateurs mobiles, au détriment des opérateurs de téléphonie fixe, qui ont subi une captation de clientèle et de trafic, et des consommateurs qui surpayent les prestations.

La situation actuelle impose une orientation immédiate des tarifs de terminaison d'appels vers les coûts

Ainsi que Tele2 l'avait relevé dans sa réponse au questionnaire qualitatif de l'ART sur le marché de la téléphonie mobile, le calcul du Retour sur Capitaux Employés (ou *Return On Capital Employed* : ci-après "ROCE") fournit une mesure fiable du niveau de concurrence d'un marché : dans un marché pleinement concurrentiel, le niveau des ROCE doit être légèrement supérieur au coût moyen du capital.

Or, alors que le coût moyen du capital pour les opérateurs mobiles est évalué par la Commission Européenne à 11.25%, Orange et SFR ont, à titre d'exemple, respectivement connu :

- S'agissant de Orange, un ROCE de 71% en 2002 (ce chiffre était de 54% en 2001 et 38 % en 2000) ;

- S'agissant de SFR, un ROCE de 69% en 2002 (ce chiffre était de 44% en 2001 et 15 % en 2000).

Ainsi, non seulement les profits de Orange et SFR excèdent très largement les niveaux de profits attendus dans un marché pleinement concurrentiel, mais ils sont en hausse constante et simultanée, suivis d'un peu plus loin par ceux de Bouygues Telecom, qui a débuté son activité un peu plus tard que ses deux concurrents.

CDC Ixis¹⁵ indiquait à cet égard, en février 2003, que « (...) d'autres régulateurs découvrent que pour les opérateurs historiques, les ROCE atteignent des niveaux incompatibles avec un marché compétitif. Nous nous trouvons dans la situation d'une industrie à intensité capitalistique réduite qui affiche en même temps des marges industrielles élevées, ce qui génère une rentabilité économique particulièrement forte. A titre d'illustration, d'après l'INSEE, les sociétés commerciales françaises ont, en moyenne, des marges industrielles (EBITDA/VA) de 31% avec une intensité capitalistique (CAPEX/VA) de 20%, alors que, en 2001, Orange France (d'après ses comptes sociaux) a affiché une marge industrielle de 91% et une intensité capitalistique de 27%. (...) Le secteur devient donc de plus en plus oligopolistique et les opérateurs leaders profitent d'une rente de situation ».

La Banque Goldman Sachs, qui qualifie le marché mobile français de « Cash vache qui rit¹⁶ », relevait également il y a quelques mois que: « *Oligopoly offers cash flow predictability* » et « *Improving returns may attract unwanted regulatory interest* ».

Un article du journal "Les Echos" en date du 30 avril 2004 rapportait encore que « *La croissance [de France Télécom] est d'abord tirée par Orange, qui représente 37% de l'activité, et dont les revenus progressent de 12% à données comparables. [...] le revenu moyen par client [de Orange] a continué de progresser (de 2% en France et de 4% au Royaume-Uni)* ».

Dans ce contexte, Tele2 considère que le contrôle des prix qui sera imposé par l'ART dans le cadre de l'application du nouveau cadre communautaire devrait conduire à imposer aux trois opérateurs mobiles une orientation stricte et immédiate des tarifs de terminaison d'appels vers leurs coûts, et non pas un simple mécanisme de price cap.

Un tel mécanisme apparaît d'ailleurs inadapté puisque, ainsi que Tele2 l'a relevé ci-dessus, l'ART constate elle-même dans son document d'analyse que « [...] les opérateurs régulés [ont] maintenu des prix élevés et respecté les contraintes de plafonnement imposés par l'ART sans diminuer leur prix au-delà de ces contraintes ».

Ce mécanisme est actuellement en échec, puisque les tarifs publics sont dans certains cas (9c€/mn pour les entreprises incluant les appels mobile vers mobile) quasiment inférieurs d'un rapport 1 à 2 au tarif de terminaison d'appel (dont le prix moyen s'élève à 14.94c€/mn), supposé refléter les coûts.

¹⁵ « Services de télécommunications », 6 février 2003, page 4,.

¹⁶ Goldman Sachs Global Equity Research, March 19, 2003. « French Mobile Wireless : La cash vache qui rit ».

- Rappelons que la différence de coût entre un appel *terminant* sur le réseau mobile et un appel *issu* du réseau mobile, n'excède pas le coût de transmission régional. Or celui-ci s'élève tout au plus à 4 milli Euros (soit 0.4c€/mn) pour un opérateur efficace comme France Telecom, d'après les tarifs approuvés du Catalogue d'Interconnexion pour 2004. Ainsi, soit le prix de détail de 9c€/mn est commercialisé à perte, soit le coût d'un demi appel sur un réseau mobile est bien inférieur à 4.5c€/mn, prix auquel il convient d'ôter les coûts commerciaux de l'opérateur.
- Par ailleurs, Tele2 a eu l'occasion d'indiquer ci-dessus qu'elle dispose d'une bonne connaissance des coûts de l'économie des réseaux mobiles : si le prix de détail est dans certains pays d'Europe, de l'ordre de 13 c€/mn, Tele2 sait que le coût de production s'élève effectivement tout au plus à 3-5 c€/mn. Dans les accords de MVNO conclus par Tele2 sur des bases commerciales (c'est-à-dire laissant une marge commerciale librement négociée avec l'opérateur qui l'accueille sur son réseau), le prix d'une minute varie d'ailleurs entre 7 et 10 c€/mn. Ainsi, l'objectif fixé par l'ART, qui est d'atteindre ces niveaux de coûts seulement à un horizon de 3 ans, apparaît à Tele2 dès aujourd'hui nécessaire. De même, les évaluations de Tele2 concernant les coûts des SMS démontrent que le coût de production d'un SMS est bien moindre qu'un centime d'€.

Par conséquent, seule une imposition d'un prix strictement orienté vers les coûts permettra aux opérateurs terminant leurs appels sur les réseaux mobiles de bénéficier de prix concurrentiels. En effet, dès lors qu'un mécanisme de price cap est mis en place, les opérateurs se « calent » sur ce prix maximum sans chercher à diminuer leurs tarifs, malgré les énormes marges à la baisse dont ils disposent.

Tele2 souhaite également que l'orientation vers les coûts s'impose immédiatement aux prestations « annexes », telles que les frais de raccordement, le delta entre trafic intra zone et extra zone (si le tarif dépend de la localisation de l'appelant), et les BPN. Tele2 souligne que ces tarifs devraient également être efficaces (objectifs d'efficacité §2.c et 2.d de l'article 8 de la directive cadre), afin de permettre une juste allocation des ressources : à son avis, le principe d'efficacité, qui consiste à imposer aux opérateurs mobiles des tarifs correspondant aux coûts d'un opérateur efficace, est indispensable afin que les opérateurs interconnectés ne soient pas surfacturés de certaines prestations. Pour ce faire, il suffirait d'imposer aux opérateurs mobiles que leurs tarifs de transit, de raccordement et de BPN, n'excèdent pas ceux du Catalogue d'Interconnexion de France Telecom. Ces opérateurs, qui disposent de millions de clients et de réseaux tout aussi dense que celui de France Telecom, devraient être en mesure de proposer des tarifs efficaces pour ces prestations.

En outre, la situation ultra-profitable des opérateurs de téléphonie mobile ne laisse aucun doute sur le fait que l'application immédiate du principe d'orientation vers les coûts pour la tarification de leurs prestations de terminaison d'appels n'aurait aucun impact significatif sur leur activité, sauf peut être à permettre de ramener leur rentabilité à des niveaux plus concurrentiels.

Or, le Groupement des Régulateurs Européens (ci-après "ERG") a récemment précisé, dans son document intitulé « *Common position on the approach to appropriate remedies in the new regulatory framework* », s'agissant des prix excessifs pratiqués sur les marchés de terminaison d'appels, que :

« An obligation by which the termination charge can be targeted directly is by setting a cost-oriented price based on an Art 13 AD price control and cost accounting obligation. This may have to be backed by an Art 11 obligation of accounting separation. With a cost-oriented access price, excessive pricing is made impossible and allocative inefficiencies are reduced.

When determining the level of the termination charge for mobile networks, it should be taken into account that cross-subsidisation from the fixed to the mobile sector may increase penetration rates on the mobile retail market and thus may – to some extent – increase total welfare (as long as high levels of penetration have not already been reached). Both effects, the distortions from cross-subsidisation as well as the welfare-effects from increased penetration (which may now be exhausted in relation to 2G services in most of the EU countries) should be taken into account when the access price is determined.

In cases where an immediate implementation of charge control that sets charges at the competitive level could cause disproportionate problems for mobile operators, NRAs may apply a price cap system or a glide path to achieve a competitive level over a reasonable period of years. »

Par conséquent, pour l'ERG, ce n'est **que** lorsque l'application immédiate de tarifs orientés vers les coûts causerait des problèmes disproportionnés aux opérateurs mobiles que les autorités de régulation nationale devraient mettre en place un système de price cap échelonné dans le temps.

Or, ainsi que Tele2 vient de le démontrer, l'on voit mal comment les opérateurs mobiles français, qui bénéficient pour l'heure et depuis des années d'une véritable rente de situation, pourraient rencontrer des difficultés si leurs tarifs de terminaison d'appels étaient (enfin) orientés vers les coûts.

Par ailleurs, si, selon l'ERG, des tarifs élevés de terminaison d'appels peuvent contribuer à favoriser la pénétration des services de téléphonie mobile sur le marché de détail, force est de constater que tel n'est pas la situation en France, qui se situe, depuis des années, en queue du peloton européen s'agissant des taux de pénétration des services de téléphonie mobile.

Ainsi, l'étude de l'OMSYC intitulée « *mesures comparatives d'indicateurs d'intensité concurrentielle sur les marchés mobiles européens en 2002* », et qui montre de manière flagrante le déficit de concurrence qui existe sur le marché de détail de la téléphonie mobile en France, précise que "L'Italie est le pays présentant le plus fort taux de pénétration (97%) parmi les sept pays étudiés en 2002, aidée en cela par la proportion considérable des cartes prépayées sur ce marché. A l'autre extrémité se trouve la France avec un taux d'équipement de 64% à fin 2002, derrière l'Allemagne (72%)¹⁷".

Dans ce contexte, l'ART devrait imposer aux opérateurs mobiles une obligation d'orientation des tarifs vers les coûts **immédiate**, puisqu'elle relève que « *Au vu des coûts fournis pour la période 1999-2002 par les opérateurs mobiles,*

¹⁷ Souligné par nos soins.

les prix de terminaison pratiqués par les opérateurs mobiles restent sensiblement supérieurs aux seuls coûts de réseau¹⁸ ».

On relèvera enfin que, dans son document précité, l'ERG précise, s'agissant de l'obligation de contrôle des prix, que « *The freedom of the NRA to use a methodology or a particular cost model to calculate an appropriate charge is unrestricted except to comply with Article 8, general competition law*¹⁹ and the requirement that it serves to promote efficiency, sustainable competition and maximise consumer benefits ». Ainsi, dans la mesure où le droit de la concurrence impose une stricte orientation des tarifs des prestations en cause vers les coûts (cf. ci-dessus), il appartient bien à l'ART de faire une application de ce principe lors de la détermination de l'obligation *ex ante* applicable aux opérateurs mobiles.

Si l'Autorité persistait cependant à vouloir mettre en place un mécanisme de price cap, une telle situation risquerait d'inciter les opérateurs de téléphonie fixe abusivement lésés par les tarifs supra-concurrentiels des charges de terminaison d'appels à engager d'éventuelles actions contentieuses pour bénéficier de prix acceptables et pour être indemnisés des préjudices subis.

Tele2 relève à cet égard avec intérêt que l'ERG envisage, dans son document précité, l'hypothèse dans laquelle un opérateur assujéti à une obligation de contrôle des prix chercherait à surévaluer les coûts qu'il encoure pour fournir la prestation soumise à l'obligation précitée. Or, selon l'ERG, pour éviter l'adoption d'un tel comportement, il conviendrait que « [...] *such an incentive can be significantly reduced – if not removed altogether – if the NRA orders that the appropriate charge (once it has been identified) should be levied from the date on which the cost orientation obligation became applicable. The SMP player would therefore be required to repay (preferably with an appropriate commercial rate of interest and at its own expense) any over-payment, which had been made while non-compliant charges were in effect. A provision of 'retrospection' should not, of course prevent an aggrieved party from seeking further redress in Court* ».

Dans l'hypothèse où l'ART souhaiterait malgré tout imposer un mécanisme de price-cap, il lui appartiendrait d'adopter des modalités permettant de faire diminuer **au plus vite** le prix des prestations de terminaison d'appels vers un niveau concurrentiel (c'est-à-dire strictement orientés vers les coûts), ainsi que de s'assurer que les modalités de calcul des price cap ne confèrent pas aux opérateurs mobiles une marge de manœuvre leur permettant de poursuivre leurs discriminations à destination des opérateurs de téléphonie fixe.

Dans ce contexte, il conviendrait alors, selon Tele2, que :

- La période envisagée pour le mécanisme de price cap soit la plus courte possible :

A cet égard, Tele2 relève que l'OFCOM envisage, dans son document précité, que le mécanisme de price cap qu'elle entend mettre en œuvre cesse au 31 mars 2006. L'OFCOM rappelle en effet que « [...] *reductions must be achieved*

¹⁸ Idem.

¹⁹ Idem.

sufficiently quickly to deliver substantial benefits to consumers who should not be disadvantaged by any delays in implementation of these charge reductions ».

Tele2 partage pleinement cette analyse et estime donc que, à supposer qu'un mécanisme de price cap soit finalement retenu par l'ART, celui-ci devrait être le plus court possible. Le délai envisagé par l'ART, qui s'étend jusqu'au 31 décembre 2007, apparaît ainsi beaucoup trop long. Ainsi que Tele2 l'a indiqué ci-dessus, elle estime qu'une publication annuelle des tarifs des opérateurs mobiles est la méthode la plus simple que devrait retenir l'ART.

- Plusieurs paniers de communications soient mis en place afin d'éviter que les opérateurs de téléphonie mobile n'opèrent une discrimination entre opérateurs fixes et opérateurs mobiles ;

En effet, si ces deux types d'appels faisaient l'objet d'un seul et même panier de consommations pour analyser le respect du price cap, il y aurait alors fort à craindre que les opérateurs mobiles ne se servent de la composition de ce panier pour favoriser leurs services, en appliquant des tarifs plus élevés aux appels émanant d'opérateurs fixes et en les compensant (pour respecter le price cap) par des tarifs moins élevés pour les appels émanant de réseaux mobiles. Par conséquent, afin d'éviter qu'une telle situation ne se produise, ce qui risquerait d'ailleurs de favoriser le recours à des hérissons, deux paniers de consommations, un pour les appels fixe à mobile et un pour les appels mobile à mobile, devront être mis en place. Bien évidemment, le price cap fixé pour chacun de ces paniers devrait être identique.

Là encore, Tele2 entend souligner que telle est d'ailleurs la position de l'OFCOM, laquelle a précisé, dans son document précité, que :

« [...] the Director is still of the view that the charges for terminating fixed to-mobile and the charges for terminating off-net calls should not necessarily be required to be identical. As described in the May consultation, the purpose of two sets of caps is to avoid the potential for MNOs to load the majority of charges onto one type of call whilst still maintaining compliance with a single cap ».

Elle a également affirmé, s'agissant de la nécessité qu'un prix commun soit appliqué pour ces deux paniers, que *« [Le Directeur] proposes to set these two sets of controls at the same level. **The LRIC of termination does not differ depending on where the call originates.** The fair charge, and in particular the externality surcharge, has been set primarily by reference to termination of fixed-to-mobile calls. But this is also the appropriate level to act as a **safeguard cap for the termination of off-net calls** ».*

- Les paniers utilisés et les statistiques d'appels soient transparents.

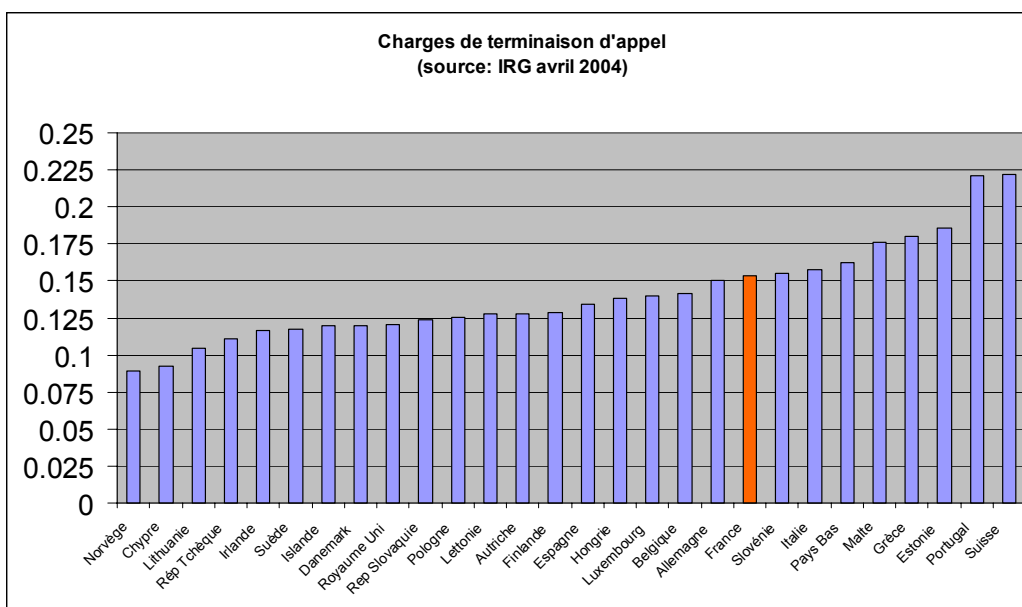
En effet, si l'ART précise que *« Les prix moyens seront calculés sur la base d'un panier de tarifs représentatifs des prestations et d'une statistique d'appel »*, il conviendra, dans un souci de transparence, que ces deux types d'éléments soient portés à la connaissance de l'ensemble des opérateurs et pas seulement à l'Autorité.

- Enfin, la méthode des CMILTs paraît la plus appropriée pour évaluer les coûts des opérateurs mobiles, mais le choix de la méthode devrait être réalisé après concertation du secteur.

Tele2 souhaite que le modèle de coût qui sera réalisé par l'ART, et la méthodologie qui serait retenue, soient discutés, voire élaborés avec les opérateurs alternatifs dans le cadre d'une consultation formelle.

L'inefficacité du mécanisme actuel aboutit à une situation déséquilibrée

D'après le Groupe des Régulateurs Indépendants (IRG), dont les données sont exposées sur le graphique ci-dessus, la moyenne de la charge de terminaison d'appel est en France 19% plus élevée que la médiane Européenne, 72% plus élevée que la meilleure pratique (Norvège), et 66% au-dessus de certains prix de détail.



La situation d'un nouvel entrant sur le marché de la téléphonie mobile en France

Tele2 souhaite depuis plusieurs années déjà pouvoir pénétrer sur le marché français de la téléphonie mobile en devenant MVNO (pour « *Mobile Virtual Network Operator* »). Or, comme l'ART l'avait elle-même relevé dans sa décision n°02-1192 en date du 17 décembre 2002 dans laquelle elle avait refusé de faire droit à la demande de Tele2 visant à imposer à Orange la conclusion d'un tel contrat, les prestations fournies dans le cadre d'un tel accord relèvent désormais expressément de la notion "d'accès" définie par la directive "accès" (2002/19/CE). Par conséquent, l'ART dispose désormais des pouvoirs nécessaires pour imposer la conclusion de tels accords, rendus indispensables par la situation extrêmement peu concurrentielle du marché de détail de la téléphonie mobile (point sur lequel Tele2 reviendra plus en détail dans le cadre des prochaines consultations publiques qui seront initiées par l'ART pour l'application du nouveau cadre réglementaire).

Dans ce contexte, et compte tenu du fait que les obligations *ex ante* imposées par l'ART sur le marché de gros de la terminaison d'appels sur les réseaux mobiles ont vocation à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2007²⁰, il serait utile que l'ART anticipe l'apparition de nouveaux opérateurs (notamment par le biais de MVNO) en analysant dès à présent les obligations *ex ante* qui pourraient leur être appliquées.

S'agissant du niveau de leurs charges de terminaison d'appels, Tele2 est de l'avis que, compte tenu de leur situation d'opérateurs nouveaux entrants, ces derniers devraient pas, dans un premier temps, voir ces charges régulées.

Une telle position est, tout d'abord, en droite ligne avec celle exprimée par l'ERG dans son document précité.

En effet, l'ERG précise que :

« NRAs should also take into account that, in the short term, new entrants into the mobile sector, where high initial investments are required, do not benefit from economies of scale (and possibly scope) to the same extent as the incumbents. Analogous to the point made above in the context of retail-minus (see section 5.2.4.1 and the Annex), NRAs may decide to allow new entrants to cover their (statically) inefficiently high costs wherever the dynamic advantages from competition are likely to more than outweigh the short-run disadvantages. If a short term cost oriented access price was applied to new entrants, this would lead to a price far above the average of termination prices in the market, as high initial investments in coverage are required to provide mobile services, but traffic will still be rather low, leading to high costs per minute of use, which may prohibit the commercial success of the entrant. Cost based prices therefore are likely to be a ceiling for termination charges. »

Ainsi, dans la mesure où un nouvel entrant sur le marché de la téléphonie mobile, quand bien même il n'opérerait pas son propre réseau mais serait MVNO, est handicapé non seulement par des investissements importants (Tele2 estime ainsi ses futurs investissements, en tant que *full-MVNO*, à 50 millions d'euros en équipements de réseaux et 100 millions d'euros en dépenses marketing), mais aussi par une base de clientèle initiale minime.

Par conséquent, conformément au principe de proportionnalité qui doit guider l'action de l'ART lorsqu'elle impose des obligations *ex ante*, il apparaîtrait excessif d'imposer à un opérateur nouvel entrant, MVNO ou non, une orientation vers les coûts de ses tarifs de terminaison d'appels.

Tele2 relève d'ailleurs que cette analyse devrait être partagée par l'ART, puisqu'elle a elle-même relevé que, s'agissant des « *opérateurs mobiles ayant une taille significativement plus faible* », ces derniers sont « *soumis à des obligations proportionnés à leur taille* ».

L'ART leur impose ainsi, s'agissant de leurs tarifs pour la prestation précitée, de pratiquer des « *prix justes et raisonnables*. Il est donc proposé de leur imposer de pratiquer des *prix justes et raisonnables*. Le caractère juste et

²⁰ Même s'il est vrai que l'ART indique que "[...] en tant que de besoin, par exemple en cas d'évolution significative de la structure du marché ou des technologies disponibles, l'Autorité pourra être amenée à faire une nouvelle analyse de ce marché avant la fin de la période envisagée".

raisonnable pourra être estimé en considérant des coûts efficaces ainsi que les effets de ces tarifs sur les marchés aval vis-à-vis des autres opérateurs ou des consommateurs finals ».

Cette approche est également en droite ligne avec celle de l'ERG, qui rappelait également que « *NRAs may find it justified to make temporary amendments or adjustments to the general price control remedy for new players, to promote competition. These adjustments may entail the obligation to offer 'fair/reasonable' prices as a method of ensuring that the investment incentives of new entrants are retained* ».

Tele2 entend enfin souligner que cette approche a également été appliquée par l'OFCOM, laquelle a décidé que les opérateurs "3" et "Inquam" devaient être dispensés d'un contrôle de leurs tarifs pour les prestations de terminaison d'appels, après avoir considéré que :

« '3's asymmetric position in the retail market as compared to the four MNOs (as discussed in Chapter 4), combined with its smaller customer base, its position as a new entrant and its use of 2G voice call termination services, would suggest that a charge control of its 2G voice call termination services is inappropriate and disproportionate at this time.

In relation to Inquam, as it has a very small customer base and the vast majority of the calls terminating on its network are on-net, it therefore provides voice call termination to operators other than itself on very limited occasions. The Director therefore considers that a charge control obligation would be inappropriate and disproportionate at this time. »

En définitive, Tele2 estime que tout nouvel entrant ne devrait pas se voir appliquer immédiatement une obligation de contrôle des prix afin de ne pas être déstabilisé et, partant, afin d'asseoir à long terme une véritable situation concurrentielle sur le marché de la téléphonie mobile.

PRESTATIONS D'ACCES AUX SITES

Tele2 partage pleinement l'analyse de l'Autorité selon laquelle ces prestations doivent être tarifées en fonction des « *coûts des ressources réellement utilisées* », mais ajoute que la tarification devrait également être efficace, c'est-à-dire à des niveaux de prix équivalents à ceux de France Telecom.

Q5.2.7 Avez-vous des commentaires sur les obligations comptables susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.2.7) ?

Ce point n'appelle pas de commentaire particulier de la part de Tele2, même si elle entend rappeler que l'ART, qui précise que « *la publication de certains éléments comptables peut être utile pour le secteur afin de mieux comprendre le lien entre coûts et prix* », devrait rendre publique la très grande majorité de ces éléments afin de permettre aux opérateurs de s'assurer qu'ils ne font ni l'objet d'une discrimination, ni d'une surfacturation.

Q5.3.1 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs d'outre-mer filiales d'opérateurs de métropole (hors SPM Télécom) (partie 5.3)?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

Q5.3.2 Avez-vous des commentaires sur les prestations d'interconnexion et d'accès susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.3.1)?

Tele2 n'a pas d'autre commentaire sur ce point.

Q5.3.3 Avez-vous des commentaires sur la publication d'une offre de référence susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole (partie 5.3.2)?

Tele2 n'a pas d'autre commentaire à formuler sur ce point.

Q5.3.4 Avez-vous des commentaires sur les autres obligations liées à la transparence susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.3.3)?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

Q5.3.5 Avez-vous des commentaires sur l'obligation de non-discrimination susceptible d'être imposée aux opérateurs de métropole (partie 5.3.4)?

Tele2 n'a pas d'autre commentaire à formuler sur ce point.

Q5.3.6 Avez-vous des commentaires sur le contrôle des prix susceptible d'être imposé aux opérateurs de métropole (partie 5.3.5)?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

Q5.3.7 Avez-vous des commentaires sur les obligations comptables susceptibles d'être imposées aux opérateurs de métropole (partie 5.3.6)?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

Q5.4 Avez-vous des commentaires généraux sur les obligations susceptibles d'être imposées aux autres opérateurs puissants (partie 5.4)?

Tele2 n'a pas de commentaire à formuler sur ce point.

6. Commentaires sur les annexes

Q6 Avez-vous des commentaires sur le contenu des annexes ?

S'agissant des annexes E, F et G, et ainsi qu'elle l'a souligné à plusieurs reprises dans sa réponse, Tele2 déplore que ces dernières se contentent d'évoquer les principes généraux sur la base desquels l'analyse de coûts sera menée sans entrer dans le détail. Tele2 espère donc que les futurs travaux de l'Autorité en la matière permettront à l'ensemble des acteurs concernés (et notamment aux opérateurs de téléphonie fixe), de s'exprimer tant sur les éléments pris en considération par l'ART que sur les méthodes comptables retenues.